



Les maires de France veulent plus de paysage

Laurent Miguet | le 19/11/2021 | [SMCL 2021](#), [France](#)



Ma newsletter personnalisée



La démarche paysagère séduit les élus locaux. 1400 d'entre eux ont répondu au questionnaire que leur a envoyé en juin l'Association des maires de France (AMF) et le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD). Les deux institutions ont profité du congrès des maires pour restituer le résultat de cette enquête sans précédent.

Ils en redemandent. Après avoir sacrifié 10 mn de leur temps pour répondre au questionnaire sur « la sensibilisation et la formation des élus locaux dans le domaine du paysage », la majorité des 1400 sondés confirment : « **Oui sûrement** », à **52 %**, et « **oui, peut-être** », à **30 %**, ils ressentent « **le besoin de renforcer leurs propres compétences ou connaissances** » dans ce domaine.

Vecteur de transition

A 75 % - un score qui monte jusqu'à 90 % chez les urbains -, ils lient ce besoin aux enjeux de la transition écologique.

Missionné le 15 février dernier par la ministre de la Transition écologique Barbara Pompili en vue d'un plan national d'action à proposer en janvier prochain, le conseil général de l'environnement et du développement durable se réjouit d'autant plus que l'échantillon renforce la crédibilité des résultats.

« **A 1 % près, la répartition entre les élus urbains, péri-urbains et ruraux reflète la réalité du pays** », confirme la géographe Brigitte Baccaïni, du CGEDD. La **surreprésentation des nouveaux élus** conforte le caractère prometteur des réponses : les trois quarts d'entre elles proviennent de maires dont la première élection remonte aux deux derniers renouvellements municipaux. Plus de la moitié des 1400 ont rôdé leur fonction après les élections de 2020.

Enthousiasme auvergnat et rhônalpin

La région Auvergne Rhône-Alpes se distingue par un taux de réponse record, alors que de la Normandie au Grand Est en passant par les Hauts-de-France, un grand arc nord est davantage resté sur sa réserve.

Encouragé dans son élan, le CGEDD n'en constate pas moins des fossés à combler dans la compréhension du potentiel ouvert par les démarches paysagères : « **A peine plus d'1/10ème des élus adhère à l'association entre le mot paysage et la notion de projet de territoire** », relève Jean-Pierre Thibault, inspecteur général.

Déficit de connaissances

Le lien avec la biodiversité ne s'impose guère plus : seuls 12 % des répondants voient dans le paysage un outil au service de la trame verte et bleue. Ces deux résultats trouvent leur cohérence dans la réponse à la question de l'échelle géographique : **les élus plébiscitent la commune, alors que les corridors écologiques et la planification locale convergent vers l'intercommunalité.**

S'ils comptent en premier lieu sur l'assistance de l'Etat, **les sondés connaissent peu les deux outils majeurs promus par le ministère de la Transition écologique : les observatoires photographiques et les atlas.** Encadrée par un statut depuis la loi Biodiversité de 2016, la profession de paysagiste concepteur reste peu connue des élus locaux.

Joindre l'utile à l'agréable

Plébiscitée par 65 % de l'échantillon dans la seule question ouverte, **la notion de « cadre de vie agréable » résume toute l'ambivalence du résultat : « La démonstration de l'utilité du paysage reste à établir »**, reconnaît Jean-Pierre Thibault.

Pour structurer dans ce but un plan national d'actions à partir des réponses que son porte-parole qualifie de kaléidoscopiques, le CGEDD s'appuiera sur de nombreux partenaires. Dans l'administration centrale, **le centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) et l'Agence nationale de la cohésion des territoires ont contribué à formaliser et à relayer le questionnaire.**

Un réseau de conseillers sur le pont

Dans les territoires, les rédacteurs du plan pourront s'appuyer sur de nombreuses associations d'élus locaux, en plus de celle des maires de France. Laboratoires de la protection des paysages exceptionnels, **les grands sites de France ont profité de la restitution de l'enquête, le 17 novembre au congrès des maires, pour résumer leur message : « La protection passe par des projets de territoire transversaux, dans des périmètres cohérents »**, insiste leur président Louis Villaret.

« Nous sommes à votre disposition », a embrayé Joël Baud-Grasset, **agriculteur savoyard et président de la fédération nationale des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FN-CAUE)**, avant de préciser : « Nos 120 paysagistes pourront expliquer aux élus comment recoudre leur tissu, soit par l'accompagnement de projets d'aménagement, soit à travers des médiations culturelles que peuvent véhiculer la photographie ou le théâtre ».

L'espoir des concepteurs

Enfin, les paysagistes concepteurs se tiennent prêts à mettre de l'eau au moulin du CGEDD, comme le prouve Béatrice Julien-Labruyère : aux côtés des maires, des CAUE et de l'Etat, la présidente francilienne de **la fédération française du paysage espère que le plan national d'actions suscite « de nouvelles manières de travailler ensemble »**.

 **RÉAGIR À CET ARTICLE**

Divalto FIB accompagne ses clients sur un marché en pleine mutation

PUBLICITÉ Le monde des Fournitures Industrielles et du Bâtiment (FIB) connaît de fortes mutations et doit réinventer.

Contenu proposé

LES BONNES RAISONS DE S'ABONNER

Au Moniteur

- › **La veille 24h/24** sur les marchés publics et privés
- › **L'actualité nationale et régionale du secteur du BTP**
- › **La boîte à outils réglementaire** : marchés, urbanismes, environnement
- › **Les services indices-index**

› **JE M'ABONNE**

Une marque du groupe

Tout savoir sur le Moniteur

Contacts

Mentions légales

RGPD

Paramétrage Cookie